



Conseil économique et social

Distr. générale
4 décembre 2018
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme

Soixante-troisième session

11-22 mars 2019

Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes
et à la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale
intitulée « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes,
développement et paix pour le XXI^e siècle »

Déclaration présentée par la Légion de bonne volonté, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



Déclaration

Comment pouvons-nous mettre en place des régimes de protection sociale qui tiennent compte de la problématique femmes-hommes sans renforcer les stéréotypes sexistes ? C'est la question centrale de notre déclaration à la Commission de la condition de la femme, à sa 63^e session. La Legião da Boa Vontade/Légion de bonne volonté (LBV) présente l'expérience qu'elle a acquise face aux obstacles concrets et culturels à l'autonomisation des femmes, en se concentrant en particulier sur les populations les plus vulnérables.

Nous sommes un réseau d'organisations situées en Amérique latine (Argentine, Bolivie, Brésil, Paraguay et Uruguay), en Amérique du Nord (États-Unis) et en Europe (Portugal) et qui mènent des activités dans plus d'une centaine de villes. Par l'intermédiaire de 95 centres d'éducation et d'aide sociale, nous contribuons à plus de 15 millions de services et de prestations qui sont fournis gratuitement aux familles à faible revenu. Fondée à Rio de Janeiro (Brésil) le 1^{er} janvier 1950 (qui marque la Journée mondiale de la paix et de la fraternité universelle) par le défunt homme de radio Alziro Zarur (1914-1979), notre organisation est présidée par José de Paiva Netto, journaliste, écrivain et enseignant.

Cette déclaration comporte quatre parties : I) liens entre la protection sociale et l'égalité des sexes ; II) prestation de services de soins aux familles et aux enfants ; III) programmes d'aide sociale et autonomisation des femmes ; IV) promotion de la citoyenneté œcuménique et mondiale.

I. Liens entre la protection sociale et l'égalité des sexes

En septembre 2018, l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) a convoqué à Glen Cove, dans l'État de New York (États-Unis), une réunion d'experts en vue de la session de cette année et évoqué la nécessité de restructurer les régimes de protection sociale qui ne répondent pas aux besoins de la population féminine. En effet, il ressort du rapport intitulé « Emploi et questions sociales dans le monde – Tendances 2018 » de l'Organisation internationale du Travail (OIT) que même en cas de croissance économique dans un pays, les inégalités entre les sexes demeurent généralement inchangées.

Le Brésil, où nous menons la majeure partie de nos activités, s'est doté de politiques visant à réduire l'écart entre les sexes. Dans le rapport sur les droits fondamentaux des femmes, publié par les Nations Unies au Brésil en juillet 2018, il est indiqué que les programmes nationaux de transferts monétaires et de logements abordables s'adressent en priorité aux femmes. Cependant, même si l'on prend en considération la période où l'économie brésilienne a connu la plus forte croissance au cours des dix dernières années, les inégalités fondées sur la race et le sexe dans le monde du travail ont persisté et ont continué de toucher fortement la population féminine et noire.

Qu'est-ce qui explique ce paradoxe ? Plusieurs études universitaires menées dans le pays ont montré que, même si les politiques adoptées sont nécessaires, elles finissent par légitimer les stéréotypes qui perpétuent cette inégalité. Dans une certaine mesure, elles renforcent l'idée que c'est le rôle des femmes de s'occuper des enfants, des personnes âgées et des personnes handicapées de la famille. Ce travail non rémunéré entrave l'insertion des femmes sur le marché du travail à égalité avec les hommes.

C'est pourquoi nous soulignons l'importance du débat sur la nécessité d'appliquer des mesures en faveur des femmes qui décident de se consacrer

pleinement à leur famille, telles que la mise en place de régimes de retraite qui prennent en compte ce travail souvent « invisible » qu'elles accomplissent, la lutte contre la discrimination au travail et la garantie d'une rémunération équitable aux travailleurs domestiques, entre autres.

II. Prestation de services de soins aux familles et aux enfants

Nous estimons que la prestation de services de soins aux familles et aux enfants est une priorité. Nos centres se consacrent à leur élargissement, encourageant ainsi les femmes à mener une vie productive.

Nous gérons actuellement neuf écoles qui fournissent une éducation préscolaire aux enfants vivant dans la pauvreté en Amérique du Sud et nous en construisons une aux États-Unis. Selon le rapport intitulé « Regards sur l'éducation 2018 », publié par l'Organisation de coopération et de développement économiques, bien que les investissements dans les garderies et les jardins d'enfants aient augmenté ces dernières années en Amérique latine, ils restent faibles par rapport aux pays plus développés.

Le Brésil, par exemple, a augmenté la part de son produit intérieur brut consacrée à ce secteur, part qui est passée de 0,4 % à 0,7 % entre 2010 et 2015. Malgré cela, parmi les 20 % des ménages brésiliens aux revenus les plus faibles, un tiers des enfants âgés de 0 à 3 ans (soit 33,9 %) ne vont pas à l'école, car il n'y a pas de place pour eux ou de garderies à proximité de chez eux. En revanche, dans le cas des 20 % des ménages aux revenus les plus élevés, seuls 6,9 % des enfants sont concernés.

Nous fournissons également des services et des programmes d'assistance sociale pour les enfants et les adolescents en situation de risque social dans près de 70 villes du Brésil (selon le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, 61 % de la population brésilienne de moins de 18 ans vit dans la pauvreté, soit 32 millions de personnes). Cela assure une certaine tranquillité d'esprit à des milliers de mères qui craignent que leurs enfants ne soient victimes de prédation sexuelle par des organisations criminelles. En effet, seulement 15,3 % des élèves des écoles publiques étudient à plein temps, tandis que la moitié de la population brésilienne ressent la présence de la criminalité organisée ou de groupes criminels dans leur quartier, selon une enquête menée par l'Institut Datafolha en 2017, pour le compte du Forum brésilien de la sécurité publique.

Le vieillissement de la population représente également un défi. Selon les prévisions de l'Institut brésilien de géographie et de statistique, dans une vingtaine d'années, les personnes âgées représenteront un quart de la population brésilienne et seront plus nombreuses que les enfants et adolescents de moins de 14 ans. Pour ce groupe d'âge, dont 55 % sont des femmes, nous avons élaboré des mesures d'assistance sociale dans 40 villes, en mettant l'accent sur la socialisation et le renforcement des liens.

Nous mettons trois résidences à la disposition de personnes âgées qui ne sont pas autonomes ou qui ne peuvent pas compter sur leur famille pour s'occuper d'elles. Certaines personnes âgées ne fréquentent ces établissements qu'au cours de la journée, pendant que leurs proches sont au travail. Au Brésil, la plupart des personnes qui s'occupent des personnes âgées malades ou dépendantes sont généralement des femmes âgées de la même famille qui ne sont pas payées pour cela.

Il convient de mentionner que notre travail repose presque entièrement sur des fonds privés, les dons étant recueillis au moyen d'une structure bien établie de collecte de fonds. La plupart des donateurs, des employés et des bénéficiaires de l'organisation sont des femmes. Cette caractéristique de la LBV remonte à ses origines à la fin des années 1940.

Au-delà du travail accompli, il nous faut aussi faire face, dans le domaine culturel, à ce que notre Président, Paiva Netto, définit comme « les obstacles inhérents à une culture machiste », ce que nous faisons principalement dans le cadre de nos programmes d'aide sociale et de la formation aux besoins du marché du travail (point III). Nous encourageons également les débats sur ce sujet dans nos écoles et dans nos modes de communication sociale, l'objectif étant de sensibiliser les gens à la nécessité d'encourager la citoyenneté mondiale (point IV).

III. Programmes d'aide sociale et autonomisation des femmes

Avant de bénéficier de nos services et de nos programmes d'aide sociale, chaque femme passe un entretien afin que nous puissions identifier les difficultés qu'elle vit, en particulier celles liées au sexe. Sur la base des informations recueillies, notre équipe, composée de travailleurs sociaux, de psychologues et d'éducateurs, élabore un plan pour mener des actions spéciales qui contribuent à surmonter les situations à risque et à prévenir les violations des droits.

Dans l'ensemble des activités et des ateliers prévus, y compris à l'intention de familles avec des enfants à naître ou des nouveau-nés, il n'y a pas de division ou de distinction selon le sexe. Chacun peut participer et décider à différents moments des activités auxquelles il souhaite se joindre selon ses préférences. Cela contribue à briser les stéréotypes sexistes, à élargir les possibilités qui s'offrent aux filles et à promouvoir l'égalité, tant dans la vie personnelle que professionnelle.

Les filles et les adolescentes sont également plus susceptibles d'être exclues de la société et des espaces publics. Elles consacrent généralement plus de temps aux tâches ménagères ou à des jeux qui renforcent les rôles sociaux préétablis liés au sexe. Dans nos centres, cependant, elles peuvent acquérir de l'expérience au moyen de programmes intitulés « Les enfants : l'avenir au présent ! » et « La jeunesse : l'avenir au présent ! » et des programmes d'apprentissage Good Will. Ceux-ci fournissent aux filles et aux garçons un environnement sain qui leur permet de socialiser et d'empêcher les filles de devenir victimes du travail domestique des enfants, qui est considéré comme l'une des pires formes d'exploitation de l'enfant.

Nous travaillons aussi directement avec les immigrés et les réfugiés, en valorisant leurs connaissances et leur culture, en favorisant leur intégration et en les aidant à faire face aux situations d'isolement et de discrimination qui touchent principalement les femmes. Nous formons également des jeunes et des adultes aux besoins du marché du travail en les aidant à subvenir à leurs besoins, augmentant ainsi leur participation dans le monde productif. Avant tout, nous informons les femmes qui bénéficient de nos programmes et services d'aide sociale de leurs droits et de leurs responsabilités, et nous renforçons leur autonomie et leur image d'elles-mêmes.

IV. Promotion de la citoyenneté œcuménique et mondiale

Enfin, pour faire face aux « obstacles inhérents à une culture machiste », il faut d'abord promouvoir un changement effectif des idées et des valeurs de chacun. Notre mission, telle que définie par l'éducateur Paiva Netto dans nos statuts, est d'éveiller la citoyenneté œcuménique, en d'autres termes, la citoyenneté planétaire. Pour ce faire, nous encourageons le dialogue sur l'égalité des sexes dans nos écoles, qui ont leur propre programme transversal et interdisciplinaire combinant contenus pédagogiques et valeurs universelles, et dans nos médias, qui comprennent 23 stations de radio, une chaîne de télévision nationale et plusieurs chaînes sur plateformes numériques.

Notre objectif est de mettre l'accent sur le rôle directeur des femmes dans les nombreux secteurs de la société et dans les différents domaines du savoir humain, de

la science et de l'économie (où historiquement, mais encore aujourd'hui, les actions des femmes ont souvent été éclipsées) à la religion, dans laquelle nous exaltons ceux qui ont été éternisés dans les textes sacrés, mais pas toujours dûment reconnus. L'éducateur Paiva Netto affirme que, pour construire un monde digne de Jésus, un monde pour lequel Hypatie, Gandhi, Wangari Maathai, Sainte Marie, Bouddha, Helen Keller, Anne Sullivan, Marie Curie et Malala Yousafzai et tant d'autres femmes et hommes ont combattu et continuent à se battre, chaque personne devrait être respectée pour sa singularité : « Les sociétés qui découragent les femmes se font du mal à elles-mêmes. Une femme éclairée renforce le lien familial et favorise le développement, la moralité, le respect et l'unité de la société ».

Nous pouvons trouver leur exemple de courage dans l'Évangile de Jésus-Christ selon saint Jean (19, 25). Ce passage rend compte du soutien que Jésus a reçu des femmes qui étaient uniquement accompagnées par le disciple bien-aimé, saint Jean, au moment où il devait être crucifié : « Or, près de la croix de Jésus se tenaient sa mère et la sœur de sa mère, Marie, femme de Cléophas, et Marie Madeleine ».

Ces véritables héroïnes, dans la plus profonde douleur, ne l'ont pas abandonné, mais sont restées fermement à ses côtés dans une démonstration de bravoure exceptionnelle.

Aucun mouvement social, politique ou religieux ne peut progresser de manière décisive sans le soutien des femmes, tant dans la sphère publique que privée. L'Histoire en est la preuve.
